

49 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

2) Adoption de l'ordre du jour

La Présidente met en discussion l'ordre du jour.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité des membres présents.

3) Adoption du PV n°20 de la séance du 12 décembre 2018

La Présidente informe les conseillères et conseillers que M. Alain Jouffrey a demandé les modifications suivantes à la page 281, concernant les propos qu'il a tenu sur le budget 2019:

1. Il souhaite modifier la phrase suivante : « Il pense néanmoins qu'il y a plusieurs choses que l'on peut mettre en place et qui nécessitent un peu d'argent. » en supprimant le « un », ce qui donne :

« Il pense néanmoins qu'il y a plusieurs choses que l'on peut mettre en place et qui nécessitent peu d'argent. »

2. Toujours à la page 281, il signale que le nom du groupe Plumaction est inexact, le terme exact est Clim'Action.

3. Finalement à la page 285, il faut remplacer : il y a urgent climatique par il y a urgence climatique

Aucune autre demande de modification n'ayant été demandée, le sujet est clos.

Le procès-verbal n°20 est accepté à l'unanimité des membres présents.

4) Communications du Bureau

a) Elections complémentaires à la Municipalité

Les élections complémentaires ont eu lieu le dimanche 10 février.

La Présidente félicite Mme Véronique Savioz pour sa brillante élection. Elle remercie les membres du bureau pour leur engagement ainsi que M. Jean-Noël Fanguin qui est venu prêter main forte, l'équipe a bien fonctionné.

La Présidente explique que beaucoup d'électeurs n'ont pas compris que le bulletin de la votation fédérale et la liste communale devaient se trouver tous les deux dans l'enveloppe jaune pour garantir le vote secret. La liste communale a souvent été retrouvée à l'extérieure de cette enveloppe jaune, ce qui a donc empêché de la prendre en considération.

Pour le 2ème tour qui aura lieu le 3 mars prochain, 3 candidats se sont inscrits : Messieurs Anthony Hennard, Pierre Enderlin et Daniel Oberson. Bonne chance à eux !

b) Marche à suivre commission

La marche à suivre destinée aux rapporteurs de commission a été rafraîchie en décembre 2018. Y figurent les adresses mail des personnes à qui adresser le rapport sur le préavis, à savoir : la Présidente, la secrétaire, la secrétaire communale, soit Mme Guyomard, ainsi que le Président de la commission des finances. Il est important de ne pas oublier la secrétaire communale qui le fut parfois dans le passé.

c) Sortie 2019 du Conseil

La Présidente propose aux Conseillères et Conseillers d'agender la prochaine sortie du Conseil qui se déroulera le samedi 18 mai. L'enseignement étant sa passion, elle emmènera les membres du Conseil dans une école et il faudra se lever tôt, mais elle n'en dit pas plus pour l'instant. Les détails concernant la sortie seront transmis lors de la prochaine séance du Conseil. La Présidente ajoute qu'elle espère que les Conseillères et Conseillers viendront nombreux et qu'ils ne seront pas déçus.

5) Communications de la Municipalité

M. Daniel MOSINI, Syndic, nous fait part de ce qui suit :

a) Changement de dénomination du SUPCI – Communication n°02/02.2019

A la suite du regroupement du service technique et de la station d'épuration (STEP) en 2014, il avait été décidé de réunir ces entités sous le nom de « Service de l'urbanisme, de la police des constructions et des infrastructures », connu sous l'abréviation « SUPCI ».

Nous vous informons que la Municipalité a décidé de changer la dénomination de celui-ci dans un souci d'harmonisation avec les autres services.

Il prend désormais le nom de « Service de l'urbanisme et des infrastructures », SUI en abrégé.

Dès le 1er janvier 2019, les activités du service des eaux sont intégrées au SUI. Les autres tâches restent inchangées.

b) Employés communaux – Communication n°03/02.2019

Selon l'art. 37 du statut du personnel communal, les employés reçoivent une prime de fidélité pour années de services dans la commune.

Dans le courant de l'année 2019, sept collaborateurs communaux bénéficieront de ces dispositions (cinq en 2018). Il s'agit de:

Pour 5 ans de services:

Mme Sandrine Baumann, collaboratrice au service administratif

M. Paulo Carvalho, employé au service de la voirie et des parcs

Pour 10 ans de services:

Mme Isabel Ribeiro, aide-concierge au collège du Chauchy

Pour 15 ans de services:

Mme Brigitte Golaz, aide-concierge au collège du Cherrat

Mme Maria Madalena Machado, aide-concierge au collège du Cherrat

M. Denis Berger, employé au service de la voirie et des parcs

Pour 30 ans de services:

M. Pascal Chapalay, concierge au collège du Cherrat

Nous les remercions pour leur engagement et fidélité vis-à-vis de la Commune.

c) Chantier communal à l'avenue de Taillecou – Communication n°04/02.2019

Nous avons le plaisir de vous informer que les travaux communaux de mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux et le remplacement de la conduite d'eau potable à l'avenue de Taillecou ont commencé le vendredi 1^{er} février dernier. Ils devraient durer jusqu'à la fin de l'année 2020.

Le chantier sera réalisé en plusieurs étapes. Il débutera au port de Taillecou, puis depuis le carrefour de l'avenue de Taillecou/chemin du Vieux-Moulin en direction de la route de Morges. Les travaux se poursuivront ensuite en direction du chemin de Perreret.

L'avenue de Taillecou sera mise en impasse lors de certaines étapes. Seuls les bus, les cycles et les piétons seront habilités à transiter. Les accès aux habitations seront maintenus soit par le Nord ou par le Sud, tout comme l'accès au parking du Centre culturel et sportif du Vieux-Moulin. Une information complète a été adressée aux riverains et à la population saint-preyarde.

Afin de permettre les activités estivales et nautiques, aucune intervention n'aura lieu durant les mois de juillet et août, ni en décembre et janvier, pour des questions techniques.

Le chantier étant dans la zone de protection des eaux, l'installation de chantier a été réalisée au Glapin sur la parcelle communale située entre la voirie et l'entreprise Fischer Connectors SA.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

d) Mouvement de la population en 2018 – Communication n°05/02.2019

Nous souhaitons vous communiquer le mouvement de la population intervenu lors de l'année écoulée.

La population au 31 décembre 2018 se monte à 5'843 personnes, soit une diminution de 24 personnes par rapport au 31 décembre 2017 (5'867).

5'704 personnes (97.63%) sont établies (en résidence), soit 3'595 suisses et 2'109 étrangers. 150 personnes sont en séjour.

Les diverses mutations au sein de notre population en 2018 se présentent de la façon suivante:

Arrivées de personnes de nationalité suisse:	255
Arrivées de personnes étrangères:	345
Départ de personnes de nationalité suisse:	291
Départ de personnes étrangères:	320
Naissances (comprises dans les arrivées):	59
Décès (compris dans les départs):	40
Mariages:	50
Divorces:	19
Séparations:	50
Naturalisations:	46

e) Naturalisations – Communication n°06/02.2019

La nouvelle loi sur les naturalisations est entrée en vigueur au 1er janvier 2018. Celle-ci engendre de nombreux changements, tant dans l'application de la loi que dans nos pratiques de travail.

Le test des connaissances traite désormais de la familiarisation (connaissances des institutions, de l'histoire, de la géographie et du social). Celui-ci est donné sous forme de 48 questions écrites sur un total de 160 questions, touchant aux quatre sujets tant au niveau fédéral, que cantonal et communal. Les candidats disposent d'au minimum trois mois pour se préparer à ce test.

Le rapport d'enquête établi par le Service administratif a, entre autres, comme but de s'assurer de l'intégration des candidats. En cas de doute, lors de l'élaboration de ce rapport, la commission de naturalisation pourra alors être convoquée.

Dans sa séance du 7 janvier 2019, la Municipalité a décidé de ne pas convoquer systématiquement les candidats devant la Commission des naturalisations, comme la loi lui en autorise, et de renoncer à exiger une durée de résidence sur son territoire pour pouvoir déposer un dossier.

f) Engagement d'une apprentie employée de commerce – Communication n°07/02.2019

Soucieuse de garantir la relève, la Municipalité forme depuis longtemps des apprentis agents d'exploitation et employés de commerce.

Grâce au déménagement dans les nouveaux bureaux, notre Commune est de nouveau à même à poursuivre son rôle d'administration formatrice.

Ainsi, la Municipalité a décidé d'engager, dès le 1er août prochain, une jeune fille en qualité d'apprentie employée de commerce. Il s'agit de Maxine Anthonnet de Saubraz.

Cette demoiselle travaillera principalement au service administratif. Elle fera cependant des stages au fil de sa formation, afin de découvrir tous les aspects d'une Commune.

Nous lui souhaitons d'ores et déjà la bienvenue.

Pour terminer, nous soulignons que nombreux de nos collaborateurs ont à cœur de suivre les formations nécessaires afin d'accompagner au mieux ces apprentis dans leur parcours.

M. Stéphane PORZI, Municipal, nous fait part de ce qui suit :

g) Sonorisation extérieure du Temple lors des grandes cérémonies – Communication n°01/02.2019

La Municipalité a décidé, dans sa séance du 7 janvier 2019, de confier la sonorisation extérieure du temple de Saint-Prex aux pompes funèbres dans le souci d'une meilleure qualité.

En effet, il nous est toujours difficile de connaître à l'avance le nombre de personnes attendues et les pompes funèbres sont équipées pour ce faire. Ils proposeront ce service directement aux familles concernées et les frais inhérents à cette sonorisation seront désormais à charge de celles-ci.

6) Rapport sur le préavis n°08/12.2018 - Demande d'un crédit pour financer l'acquisition d'un quatrième compresseur à la station intercommunale d'épuration

M. Thierry JAQUIERY, rapporteur de la Commission ad-hoc, lit son rapport.

M. Anthony HENNARD, rapporteur de la Commission des finances, lit son rapport.

Les Commissions proposent :

- vu le préavis municipal
- entendu les rapports des Commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décident :

- d'autoriser la Municipalité à acquérir un quatrième compresseur à la station intercommunale d'épuration ;
- de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme totale de Fr. 70'000.- ;
- d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou par un emprunt ;
- d'admettre que la dépense soit amortie sur 10 ans par le compte affecté

La Présidente ouvre la discussion.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Au vote, les conclusions des rapports sont acceptées à l'unanimité des membres présents.

Résultat des votes : 49 oui / 0 non / 0 abstentions

7) Rapport sur le préavis n°09/12.2018 – Demande d'un crédit-cadre pour financer l'entretien et l'amélioration du réseau EU/EC dans le cadre du PGEE

M. Dominique DUBUGNON, rapporteur de la Commission ad-hoc, lit son rapport.

M. Anthony HENNARD, rapporteur de la Commission des finances, lit son rapport.

Les Commissions proposent :

- vu le préavis municipal
- entendu les rapports des Commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décident :

- d'accorder à la Municipalité un crédit-cadre de Fr. 1'000'000.- pour financer l'entretien et l'amélioration de l'évacuation des eaux;
- d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou par emprunt;
- d'admettre que cette dépense soit amortie en une seule fois à la fin de chaque année comptable par reprise sur le compte affecté pour les collecteurs et l'épuration.

La Présidente ouvre la discussion.

Mme Sophie **ROUQUETTE-STUDER** demande quelle est la durée de ce préavis

M. Anthony HENNARD répond que ledit préavis n'a pas de durée. La Commission des finances s'est posée cette question mais comme tout budget alloué, si l'on donne une durée, on a tendance à vouloir vite la dépenser avant d'arriver à son échéance. La Commission en est arrivée à la conclusion qu'il était préférable de ne pas imposer de durée.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, ajoute que ça n'est pas la première fois que la Municipalité présente au Conseil une demande de crédit cadre. Par exemple, le préavis de M. Roger BURRI pour les containers enterrés est encore ouvert à ce jour et n'a pas de limite. Il est utilisé au fil des années, lors de créations de nouveaux quartiers.

Un autre préavis cadre a été accordé à la Municipalité suite à l'achat des sept immeubles de Vetropack. A l'époque la Municipalité avait demandé 2 millions et le Conseil avait amendé à 5 millions, le crédit pour des travaux d'entretien. Ce préavis a duré plusieurs années et sera bouclé prochainement puisque les travaux sont terminés.

Le but de la démarche est de simplifier la lourdeur administrative afin d'éviter qu'à chaque fois qu'il faille faire un bout de tronçon la Municipalité doive déposer un préavis, demander à deux Commission un rapport, etc. Depuis environ 12 ans que Mme TINGUELY siège au Conseil et à la Municipalité, elle n'a jamais vu le Conseil refuser des tuyaux d'épuration.

Ce préavis cadre est fait pour avoir une latitude de travail et de pouvoir avancer dans le cadre des directives données par le PGEE, pour lequel il a été pris du retard.

M. Dominique DUBUGNON ajoute que de 2011 à 2017 il y a eu 11 préavis qui ont été déposés pour un montant de 3.5 millions et certains de ces préavis ne sont pas encore dépensés complètement.

M. Daniel MOSINI, Syndic, explique la Municipalité a en effet besoin de souplesse pour intervenir, parfois dans l'urgence, lorsque c'est lié à de nouvelles constructions ou à un nouveau quartier qui se développe, etc. Ce préavis cadre permet de leur éviter de revenir vers le Conseil régulièrement avec plusieurs préavis de petits montants et d'entamer toutes les procédures administratives que cela exige. Il souhaite que le Conseil fasse confiance à la Municipalité pour l'avancement de ces dossiers, dont le Conseil aura des rapports toutes les années.

M. Roland LOCHER, n'a pas bien compris si les travaux ne concernent que de l'entretien, de la révision ou des nouvelles conduites lors de création de nouveaux quartiers et demande si cela est inclus dans le million du préavis ou non.

M. LOCHER remarque également qu'il est noté dans le préavis « Coûts des travaux : Il est très difficile, voir impossible de prévoir à combien se chiffreront les coûts pour les travaux décrits ci-dessus ». Cela effraie un peu M. LOCHER qui pense que l'on devrait être capable de vérifier les endroits où il y a de l'entretien à faire et s'étonne que la Municipalité demande la somme d'un million sans savoir ce que ces travaux vont coûter.

M. Daniel MOSINI, Syndic, explique que lorsque les caméras sont passées dans les tuyaux, nous pouvons découvrir des racines qui ont poussé à l'intérieur, à d'autres endroits il y aura des fissures ou des cassures. Un rapport permettra ensuite d'évaluer le coût précis de ces travaux. Il est difficile de donner à l'avance au Conseil une durée du préavis ainsi que le montant des travaux. M. MOSINI rectifie ses propos précédents en expliquant que lors de la création de nouveaux quartiers les promoteurs paieront leurs canalisations privées, mais c'est surtout pour les raccordements aux collecteurs communaux de nouvelles villas ou constructions.

M. Dominique DUBUGNON ajoute que la Commission a prévu un plan d'action afin d'éviter de mauvaises surprises. Il y a une analyse et une mise à jour du réseau à faire et c'est après cela que l'on pourra savoir où la Commune se situe exactement au niveau des investissements. M. DUBUGNON raconte qu'il a lui-même été victime il y a un mois d'un refoulement d'eaux claires dans sa cave et c'est une conduite, qui avait pourtant été traitée il y a deux ans, et qui malgré le traitement a vu une racine pousser à l'intérieur et ainsi boucher l'évacuation des eaux. Il y a donc aussi un élément risque sur des conduites relativement nouvelles et entretenues qui peut conduire à un refoulement d'eaux claires et usées, ce qui est encore plus problématique lorsque cela arrive.

M. Daniel MOSINI, Syndic, précise qu'il est constaté, lors que les contrôles fins dans des bâtiments, que tout ce qui doit aller aux eaux claires n'y va pas toujours et de même concernant les eaux usées. Ce n'est que le contrôle fin qui permettra vraiment de séparer cela et de faire du séparatif à 100%.

***Avis** – Le texte qui suit a été lu par son auteur, **M. Thierry JAQUIERY**, in-extenso. Par soucis de transparence et afin d'éviter d'innombrables corrections à posteriori au présent procès-verbal, le texte est retranscrit comme tel. L'utilisation de la première personne au singulier est donc requise.*

« Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Je vous dis d'emblée que je suis opposé à ce préavis pour les raisons suivantes :

La première : Le budget d'investissement 2019 que l'on vient de valider ne comporte pas ce montant. De plus, y'a-t-il vraiment urgence quand on ne nous donne aucun planning des travaux concernés ?

La deuxième : Je m'étonne que l'on ne prévoie que Fr. 38'000.- au budget 2019 pour l'entretien des canalisations « Egouts et épuration » alors que le budget 2018 mentionnait un montant de Fr. 70'000.- et les comptes 2017 un montant d'environ Fr. 83'000.- (et le préavis mentionne qu'une partie des travaux pourrait être faite en interne).

La troisième, et pour moi la plus importante : Je ne suis pas d'accord de valider de Fr. 1'000'000.- sans connaître précisément ce que l'on va faire.

Pour moi, il est évident que pour une somme pareille, nous devons connaître le détail des coûts, des travaux et prestations et de la numérisation du réseau pour que nous puissions prendre une décision.

De plus, je constate et regrette que l'on ne dispose d'aucun planning.

J'aurai souhaité que l'on nous transmette un préavis mieux élaboré. Je comprends que « la Municipalité souhaite entreprendre des contrôles, remise en état et améliorations

systématiques ». Par contre, je ne partage pas l'avis que « des effectifs internes ou bureaux externes qui se penchent ponctuellement et partiellement sur cette problématique ».

Je pense qu'une analyse globale doit être faite au préalable par un mandataire externe pour avoir une vision claire de l'ensemble du réseau, ce qui n'a été fait que partiellement à ce jour. Celle analyse permettra de ne pas manquer la cible et permettra d'avoir un catalogue des mesures et travaux en termes de degré d'importance et d'urgence.

Il me paraît également plus rationnel de grouper les travaux en passant par des marchés publics.

En conclusion, et comme je l'ai dit au préalable, je refuse ce préavis et vous demande, Mesdames les Conseillères et Messieurs et Conseillers, que l'on renvoie ce préavis à la Municipalité pour complément d'analyse et d'étude. »

Mme Carine TINGUELY, Municipale, répond qu'un PGEE a été fait en 2004. Ce document, qui peut être consulté à l'administration communale, fait 300 à 400 pages et ne concerne l'évaluation que de la moitié du réseau communal de Saint-Prex.

Ce PGEE contient une série d'actions à entreprendre. Il a été évalué en 2004 avec un coût et ce coût a certainement évolué puisque nous sommes 15 ans plus tard.

A ce jour, la réalité est que l'on n'avance pas à la mise en place de ces actions parce que l'on n'a pas le temps de le faire ; d'où l'engagement d'un collaborateur supplémentaire au SUI afin de dégager du temps pour aller faire ces contrôles sur le réseau et systématiquement commencer à suivre les recommandations de ce PGEE.

La Municipalité aurait pu mettre au budget Fr. 200'000.- à 300'000.- mais Mme TINGUELY rappelle aux membres du Conseil que l'état des finances communales au niveau global. La Commune a un compte affecté doté de plus de Fr. 6 millions de taxes pour entretenir ce réseau. Le fait de rajouter cela au budget ne fera que le creuser encore plus le déficit de 2018 et c'est pour avoir une utilisation de cet argent qui a été payé et qui est à disposition pour le réseau que la Municipalité a souhaité proposer un préavis cadre, plus clair et transparent.

Au niveau du PGEE, Mme TINGUELY pense qu'il y a urgence d'arriver à faire des actions qui ont été identifiées en 2004 et de pouvoir avancer.

Si le Conseil le souhaite, la Municipalité peut dépenser l'argent du budget pour refaire des études, mais l'on sait déjà, à ce jour, où il y a des problèmes.

Aujourd'hui, et sans parler de séparatif, le fait que le réseau communal ne soit pas entretenu correctement, engendre Fr. 100'000.- par année de traitement supplémentaire d'eaux parasites. Un tuyau d'eaux usées percé, draine de l'eau du terrain à chaque pluie et l'amène à la STEP.

Sans être spécialiste ou ingénieure, Mme TINGUELY pense qu'il est maintenant temps d'être responsables par rapport à ce réseau. Il est urgent de mettre en plan ce PGEE qui a été étudié et mise en place en 2004 et il faut que le Conseil en donne les moyens à la Municipalité.

La Municipalité ne peut à ce jour pas dire aux membres du Conseil si c'est le collaborateur communal qui va faire les contrôles. Les passages caméras seront faits par une entreprise spécialisée. Le SUI peut entreprendre certaines actions et d'autres devront être confiées à des bureaux d'ingénieurs.

Mme TINGUELY ne peut pas dire combien sera dépensé sur chaque tronçon de réseau et les travaux qui y seront effectués. Si le Conseil souhaite le savoir précisément, il faudra probablement dépenser Fr. 1 million seulement pour cette étude et aucun tuyau n'aura été réparé.

Mme TINGUELY demande au Conseil de faire preuve de pragmatisme et de faire confiance à la Municipalité. Les marchés publics sont appliqués à chaque dépense que la Commune fait. La Municipalité ne donnera pas de mandats à des entreprises sans passer par des appels d'offres. Mme TINGUELY termine en précisant que Mme Barbara REGAMEY, ancienne Municipale, tenait beaucoup à ce préavis.

Il y a urgence par rapport au réseau communal. Chacun peut comprendre que la Commune a tout intérêt à avoir des infrastructures souterraines les plus performantes possible et à jour. Certains tuyaux ont plus de cent ans et rien n'a été entrepris depuis leur pose.

M. Jacques ROCHAT demande une définition claire de ce qu'est un crédit-cadre, dont une explication quant à la durée de celui-ci.

M. Daniel MOSINI, Syndic, interprète le crédit-cadre comme étant un montant global qui est défini. Par conséquent il ne doit pas être dépassé en cumulant au fil des ans les coûts des travaux nécessités par des interventions indispensables et urgentes. Cela permet à la Municipalité d'avoir la liberté, par exemple d'engager une entreprise pour faire le contrôle des canalisations ainsi que les travaux d'entretien ou de réparation.

M. Jacques ROCHAT rebondit en disant que cela ne répond pas vraiment à sa question. Il souhaite une définition exacte. Par exemple, le crédit-cadre, c'est un million pour cette année, ou qui se renouvellera pour l'année prochaine, etc.

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond que lorsqu'un crédit-cadre est épuisé, il est terminé. S'il restait encore des travaux à effectuer après l'épuisement du crédit, la Municipalité reviendrait vers le Conseil avec un nouveau préavis. C'est un crédit maximum sur un nombre d'années non défini.

M. Marc HAUSWIRTH précise qu'il a fait partie de la Commission concernant ce préavis et explique que l'on pourrait très bien imaginer que l'on mette Fr. 200'000.- dans le budget chaque année mais il faudrait alors pouvoir le reprendre sur le compte affecté et cela déplaisait à la Commission.

Les travaux sur le réseau ne seront pas de 1 million mais 10, 20 ou 30 millions sur les 10, 20 ou 30 prochaines années.

Ce crédit-cadre permettrait donc de donner à la Municipalité une marge de manœuvre pour pouvoir faire de petits travaux. La Commune ne dépensera pas Fr. 600'000.- pour faire l'avenue de Taillecou avec car elle n'a pas les moyens de le faire avec le crédit-cadre.

De plus, cela évitera que la Municipalité doive soumettre au Conseil un préavis pour une demande de crédit de Fr. 15'000.- pour étudier une conduite et que l'une fois que ce sera fait, il faille soumettre un nouveau préavis pour la réparation de trois obturations à boucher à Fr. 5'000.- chacune.

M. HAUSWIRTH demande au Conseil s'il souhaite vraiment que la Municipalité doive soumettre au Conseil un préavis pour chaque analyse et correction.

C'est dans le but d'éviter cela que la Commission a approuvé ce crédit-cadre pour des travaux qui doivent être faits. Le Conseil a beau faire des Commissions pour les préavis concernant l'eau, il les accepte chaque fois et M. HAUSWIRTH souhaiterait que le Conseil donne à la Municipalité le moyen d'aller plus vite, de perdre moins de temps en paperasse et d'aller au but.

M. Daniel MOSINI, Syndic, rappelle encore que le Conseil a une Commission de gestion et que chaque année il y aura un rapport sur ces dépenses. Il pense qu'il y a donc tous les moyens pour serrer la vis à la Municipalité si le Conseil le jugeait utile.

M. Pierre ENDERLIN faisait également partie de la Commission ad-hoc et selon les commentaires qu'ils ont pu faire sur le besoin d'un certain contrôle, ils ont parlé de plan annuel. M. ENDERLIN souhaite savoir qu'elle est la faisabilité d'un plan annuel qui permettrait d'appréhender, pour le Conseil, l'attitude proactive s'il s'agissait de travaux dont on peut prévoir la faisabilité, par rapport à une attitude réactive sur le plan de tous les événements imprévus qui se produisent. C'est une idée qui consiste à dire qu'il y a peut-être une piste pour rassurer le Conseil et cela suppose qu'un plan annuel soit établi.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, a fait part à M. Christophe Cotting du SUI de la demande de la Commission ad-hoc concernant un plan annuel. Il en est ressorti qu'il est compliqué d'en établir un. Aujourd'hui, il y a un PGEE qui comporte un certain nombre d'actions que la Commune doit faire, quartier par quartier, tuyau par tuyau. Il y a des contrôles, des passages caméras, des réparations ou changements de tuyaux sur certains tronçons. Il y a tout un nombre d'actions qui vont se faire sur le réseau actuel. Une fois que ce passage caméra aura été fait, si la Municipalité met dans le plan d'action annuel qu'elle va juste faire un curage de la canalisation et que suite au passage caméra il est découvert des fuites, un tuyau abîmé ou qu'une fouille doit être faite pour le changement du tuyau cela ne correspondra plus au plan annuel. Il est impossible de prévoir ces travaux à l'avance.

Mme TINGUELY comprend que le Conseil ait besoin d'être rassuré, mais elle lui demande de faire confiance à la Municipalité par rapport à la question de ce réseau.

Même si la Municipalité pourrait imaginer donner une estimation au Conseil des travaux qui doivent être faits par quartier à tel moment, par exemple pour l'Epondaz en mai et un autre en septembre. Que les travaux de l'Epondaz commencent et que la Commune se rend compte que c'est beaucoup plus grave que ce qui avait été imaginé et il faudra peut-être y passer plus de temps et le second quartier n'aura alors pas pu être fait.

Le PGEE est un document qui donne les actions à faire, action par action. La Municipalité ne sait pas l'ordre par lequel elle va les attaquer, ni si la personne qui a mis ces actions dans ce PGEE les a toutes mises ou s'il y a encore plus à faire, car elle n'a pas fait non plus un passage caméra dans tous les tuyaux du réseau. Cela a été estimé, selon l'âge des conduites, sur la matérialité des conduites.

Tout cela est relativement complexe et pour la Municipalité il est vraiment important d'avoir cette latitude pour avancer et entretenir, car c'est vraiment de l'entretien du réseau actuel dont il s'agit. On ne parle pas ici de tronçon séparatif supplémentaire, n'y de créer quelque chose qui n'existe pas aujourd'hui. C'est s'assurer que toute l'eau claire va aux eaux claires, l'usée aux usées. La volonté de ces travaux est déjà une question environnementale. De l'eau usée qui s'infiltre dans notre nappe c'est quelque chose qui peut inquiéter, surtout qu'il y a une zone S (zone de protection des eaux) qui est assez étendue sur la Commune. L'autre raison pour laquelle il sera intéressant que la Commune ait un réseau performant c'est au niveau de la STEP, en ayant un minimum d'eau parasite qui y arrive. Moins d'eaux à traiter à la STEP fait devenir celle-ci plus efficiente. La STEP aime à recevoir de l'eau usée. S'il y a trop d'eaux claires dans la STEP, c'est ce qui a été constaté avec le préavis précédent de ce soir, cela peut poser des problèmes pour les exploitants.

Un ingénieur a évalué à ce jour Fr. 100'000.- par année de traitement d'eaux parasites qui arrivent à la STEP communale et qui ne devraient pas y arriver. C'est donc de l'eau de pluie qui est prise en partie par les tuyaux du réseau pour l'amener à la STEP.

M. Alain JOUFFREY faisait également partie de la Commission sur le présent préavis. Selon lui, le Conseil peut effectivement donner à la Municipalité un chèque en blanc, mais rappelle que la Municipalité n'est pas du genre à dépenser les centimes à droite et à gauche. Le Conseil pourrait même plutôt lui demander ce qu'elle n'a pas fait pour les eaux ces dernières années puisqu'elle aurait peut-être pu faire plus.

M. JOUFFREY ajoute que le Conseil a une Commission de gestion qu'il pourrait orienter à aller, presque en temps réel, vérifier ce qui va se faire et demander des comptes à la Municipalité si elle constatait en fin d'année que seulement Fr. 50'000.- ont été dépensé.

L'eau et l'assainissement sont 1 des 17 objectifs de développement durable fixé par les Nations Unies. C'est un vrai problème dans certains pays. La Suisse a la chance d'avoir de l'eau à volonté même s'il ne faut pas en abuser, d'avoir un assainissement qui fonctionne. Il souhaite le Conseil fasse attention à cet assainissement et qu'il le garde en état.

M. JOUFFREY encourage le Conseil à accorder à la Municipalité ce chèque, qui n'est pas du tout en blanc puisqu'il y a des moyens pour contrôler comment il est mis en œuvre par la Municipalité, et ainsi à ne pas s'enfoncer dans la paperasserie.

M. Roland LOCHER explique que chaque propriétaire paie environ Fr. 2.70 par mètre cube d'eau consommé plus environ 0.70 cts le mètre carré de surface couverte ou construite.

M. LOCHER pense que le Conseil doit participer à cet entretien de réseau, c'est normal qu'il le soit. Même s'il s'agit de tuyaux sous terre et que c'est un peu ingrat, il est important que ce soit entretenu. Le Conseil a confiance en la Municipalité mais croit que c'est également le travail du Conseil d'étudier ces projets, assainissements à effectuer et que cela est normal, vis-à-vis de la population saint-preyarde également.

Pour M. LOCHER il s'agit là de démocratie et pense que le Conseil doit être responsable concernant ce réseau et approuver son entretien en ayant étudié chaque projet par le biais de préavis.

M. Dominique DUBUGNON précise que l'on peut voir dans différents préavis qui ont été faits par le passé, des montants encore ouverts. Par exemple en 2017, le préavis n°03/05.2017 – Collecteur crédit Fr. 1'553'000.-, solde cumulé à ce jour Fr. 26'643.-. En 2012, le remplacement d'un collecteur des eaux usées à la route de Morges a été fait pour environ Fr. 1'200'000.-. Il est donc possible d'observer que ce sont des montants importants, que tout n'a pas été dépensé.

M. DUBUGNON partage l'opinion selon laquelle le Conseil en attend plus de la Municipalité.

D'un autre côté, maintenant qu'elle est disposée à mettre en action ce PGEE, Fr. 1 million est un montant tout à fait raisonnable si l'on regarde les investissements passés qui ont été faits, pour une fois pour toute passer d'une position très réactive par rapport à ce qu'il se passe.

Il ajoute que l'incident qui s'est produit dans sa cave s'est produit un dimanche, que puisque cela coulait beaucoup une intervention d'urgence a dû être faite durant toute une journée. Tout cela coûte de l'argent et ne rapporte strictement rien. En plus des Fr. 100'000.- que la Commune paie par année pour rien. Personnellement cela pose un problème à M. DUBUGNON.

Il attend un peu plus de la Municipalité et c'est pour cela que la Commission a demandé un plan d'action. M. DUBUGNON souhaite que la Municipalité fournisse un plan d'action si le Conseil accorde ce crédit-cadre.

M. Alexandre WOHNLICH observe que le PGEE, qui est la base de tout, a été établi en 2004 et date donc d'il y a 15 ans. Entretemps la population s'est accrue de peut-être environ 20%. M. WOHNLICH se demande si la Municipalité ne met pas la charrue avant les bœufs et qu'elle ne devrait pas faire des études avant de faire au coup par coup des actions dans tous les sens. M. WOHNLICH termine en demandant s'il ne vaudrait pas mieux pas avoir une vision actualisée de l'état du réseau communal.

Mme Sophie ROUQUETTE-STUDER a bien compris qu'il était apparemment difficile de donner un timing précis des travaux. Elle souhaiterait cependant avoir une notion de priorité afin que le Conseil ait le sentiment qu'un état des lieux a été fait, bien que le PGEE date d'il y a 15 ans. Il lui semble important que le Conseil sache qu'il y a une vision, que les choses vont progresser.

Mme ROUQUETTE-STUDER pense que le Conseil est bien conscient qu'en cas de problèmes ou contretemps lors de travaux entrepris cela rallongera le timing, mais qu'il est important pour le Conseil que la Municipalité lui présente un plan d'action.

M. Daniel MOSINI, Syndic, explique que le contrôle des raccordements privés n'a pas été fait dans le PGEE de 2004. Cela est donc aussi une des priorités de la Commune. A l'heure actuelle, les plans de raccordement des nouvelles constructions sont évidemment exigés par la Commune, mais beaucoup de constructions privées n'ont jamais fait l'objet de contrôle et de suivi par le passé.

La Municipalité souhaite que ces contrôles soient effectués en grande partie par le biais de ses services, et éventuellement les externaliser en fonction des disponibilités.

C'est un plan d'action que la Municipalité pourrait s'engager à donner au Conseil.

M. Sylvain RODRIGUEZ souhaite apporter un éclairage environnemental pour souligner l'importance de la mise en œuvre des mesures du PGEE.

Les réseaux d'évacuation des eaux sont vraiment soumis à de fortes contraintes actuellement. La Commission a mentionné les changements climatiques, les événements pluviométriques sont effectivement de plus en plus nombreux et d'ampleurs de plus en plus grandes. Il y a également le développement urbain, qui met à contribution ces réseaux.

M. RODRIGUEZ abonde sur le fait que ce sujet n'est pas vraiment glamour. On préfère effectivement mettre des sous sur ce qui est en surface, pour des aménagements extérieurs. Néanmoins, on peut observer que c'est un élément essentiel de notre qualité de vie.

M. RODRIGUEZ confirme que les eaux parasites sont un réel problème pour les réseaux communaux et qu'elles coûtent affreusement cher, surtout avec le traitement de l'épuration qui est quand même performant et donc chaque mètre cube traité est au budget.

Un point très important est que l'on a la chance à Saint-Prex d'avoir une ressource en eau potable qui est inestimable et M. RODRIGUEZ estime qu'il y a un risque important, si aucun entretien important n'est fait sur le réseau, avec les infiltrations d'eaux usées qui pourraient affecter, et de manière très durable, cette ressource d'eau potable.

En ce qui le concerne, M. RODRIGUEZ a l'impression que ce crédit-cadre est un mécanisme que l'on retrouve beaucoup au niveau institutionnel, puisqu'on le retrouve au Grand Conseil. Ce sont des mécanismes financiers qui sont, d'après lui, relativement courant et qui sont peu utilisés à Saint-Prex. Quelqu'un a mentionné que c'était là une marge de manœuvre pour la Municipalité et M. RODRIGUEZ le considère vraiment comme cela. C'est la possibilité d'aller vite.

Par rapport à ce qu'à demandé M. WOHNLICH, M. RODRIGUEZ pense que la révision du PGEE est inéluctable et que la Commune devra forcément le faire dans les années à venir. La procédure pour cette révision est longue et il lui semble nécessaire qu'entretemps le Conseil donne les moyens à la Municipalité d'entretenir le réseau communal.

M. RODRIGUEZ termine en invitant les Conseillères et Conseillers à approuver le préavis.

M. Jean-Noël FANGUIN estime que les propos de Mme TINGUELY sont tout à fait judicieux. Le véritable enjeu est de donner les mains libres à la Municipalité de manière à ce qu'elle intervienne le plus rapidement possible lorsqu'il y a des dégâts d'eau. Un crédit-cadre d'un million ne sera effectivement pas suffisant.

M. FANGUIN a fait partie d'une Commission sur un préavis de Mme Regamey et il a pu constater sur les plans des canalisations qu'il y en avait énormément qui étaient usées et qui ne tiendront certainement pas encore longtemps et qui ne correspondent pas aux lois en vigueur.

M. FANGUIN estime donc que le Conseil doit avaliser le rapport de la Commission sur le préavis et ainsi donner les mains libres à la Municipalité de manière à ce qu'elle intervienne rapidement, sans qu'elle soit dans la contrainte à chaque fois en étant stoppée dans l'urgence.

Pour M. FANGUIN, ce qui est noté dans le rapport de la Commission ad-hoc concernant l'incidence sur l'environnement est effectivement alarmiste. Il n'est pas possible de prévoir les événements pluviométriques, ni définir ce que va être le temps mais l'important est de pouvoir donner carte blanche à la Municipalité.

M. FANGUIN est conscient qu'un million est une somme importante, mais qu'elle est justifiée pour cet objet. Il faudra peut-être encore 15, 20, 25 millions ou plus dans le futur pour tous les travaux à effectuer.

Il semble important à M. FANGUIN que la Municipalité puisse aller de l'avant avec ce premier budget.

Mme Sylvie FUCHS souhaite répondre à la petite pique qui a été lancée un peu plus tôt envers la Municipalité.

En effet, Mme FUCHS pense que durant toutes ces années, et depuis 2004 particulièrement, la Municipalité a eu à cœur, à chaque fois qu'elle est intervenue sur les tuyaux, de mettre à jour le tuyau en question. Mme FUCHS se souvient qu'à plusieurs reprises, chaque année, d'un point sur l'avancement du séparatif qui était la priorité absolue puisque la Commune était très en retard.

Mme FUCHS ne croit pas que la Municipalité a gardé les pieds dans le même sabot et pense que ce préavis leur donnerait un peu plus de souplesse. Mme FUCHS a toujours été partisane, non pas du réactif, mais du proactif puisque c'est là où l'on pousse les choses. Même si l'on a pris du retard sur le PGEE il y a quand même d'autres objets assez colossaux qui ont été faits pendant toutes ces années.

M. Marc HAUSWIRTH demande combien rapporte ce compte affecté par année ou combien il faudrait que la Commune dépense réellement par rapport à ce que l'on encaisse juste pour l'entretien.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, plaisante en expliquant que cela dépend s'il pleut beaucoup ou pas.

Plus sérieusement, Mme TINGUELY explique qu'en 2013, la Municipalité a réduit les taxes sur l'épuration. Il y avait un pourcentage qui était pris sur la valeur fiscale des maisons.

La Commune a commencé à baisser les taxes. Il y avait le compte d'eaux qui était largement déficitaire et le compte d'épuration qui a toujours été bénéficiaire, en tout cas depuis l'élection de la présente Municipalité. Le compte d'eau est à présent à l'équilibre et le compte d'épuration a continué d'augmenter, certes moins rapidement depuis que la Municipalité a baissé la taxe sur l'épuration, mais il continue néanmoins d'augmenter. Il s'agit d'une augmentation d'environ 1/2 million par année.

On peut penser que les taxes sont alors trop élevées mais ce compte augmente aussi peut-être parce que l'on ne fait actuellement pas assez sur le réseau et qu'on ne l'entretient pas assez. Et c'est cette deuxième raison qui est importante pour la Municipalité.

L'autre raison qui fait que la Municipalité n'a pas décidé de baisser drastiquement ces taxes est que l'on a une STEP intercommunale qui est en point de mire et qui va être un investissement important pour la Commune.

A ce jour la STEP actuelle est amortie, mais le coût de l'épuration n'est pas le coût de l'épuration réelle étant donné qu'il y a beaucoup de d'investissement qui ont déjà été amortis.

Toute une étude a été faite par BDO pour le canton où il est bien expliqué que les communes doivent prendre les vrais coûts pour constituer des réserves afin de s'assurer de l'entretien et de tenir les installations à jour.

M. Daniel MOSINI, Syndic, précise que la Commune tient à niveau sa STEP. Le Conseil vient d'ailleurs de voter un crédit pour la maintenir à un certain degré d'efficacité.

M. MOSINI pense qu'il en va exactement de même concernant le réseau. C'est important aussi de le rendre efficace.

M. Denis OGGIANO demande à la Municipalité de clarifier ce qui est financé par les taxes d'épuration et ce qui ne l'est pas, et respectivement dans le million dont il est question dans le crédit-cadre au vote ce soir.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, explique que c'est là la base d'un compte affecté. Tout est financé par les taxes. Il y a donc les taxes d'introduction, qui sont toutes les nouvelles constructions qui se connectent au réseau communal et il y a les taxes d'épuration que l'on reçoit avec sa facture d'eau deux fois par année.

Toutes les taxes servent à payer la STEP et le réseau. Aucun impôt n'est prélevé pour entretenir ces deux postes.

C'est aussi pour cela que même si le budget est négatif, le million demandé est déjà, à quelque part, en possession de la Commune, puisque les taxes l'ont rapporté. Il n'est pas possible de passer cet argent d'un compte à un autre puisqu'il est sur un compte affecté.

Mme TINGUELY explique également que c'est aussi pour cela que la manière dont le budget est présenté pose parfois problème à la Commune.

Dans le budget 2019 la Municipalité y avait joint une seconde page où les comptes affectés pour le ménage communal étaient mentionnés ainsi que le patrimoine financier.

Sur cette page il était possible d'observer que la Commune a une marge d'autofinancement clairement positive pour les comptes affectés et quasiment proche de 0, voir même négative, pour le ménage communal. La marge est à nouveau positive pour le patrimoine financier.

Lorsque l'on met tout ensemble au niveau des comptes, on a l'impression que la Commune peut avoir une marge d'autofinancement relativement bonne, mais il faut voir d'où elle vient.

M. Raymond TARDY ayant travaillé pendant quelques années à la STEP il peut confirmer au Conseil que les conduites ne sont pas en bon état à Saint-Prex. En tant que responsable, il s'est retrouvé dans des situations assez ennuyeuses où il a fallu intervenir rapidement avec des camions, faire des fouilles suivant les endroits ou des dégagements de conduites quand il n'y a pas d'autres possibilités.

Lorsqu'il voit une demande de crédit de Fr. 1 million, M. Raymond TARDY estime que cela ne représente pas beaucoup d'argent quand on sait ce que l'on doit payer sur des tuyaux endommagés et que l'on connaît le prix d'une intervention.

C'est la raison pour laquelle M. Raymond TARDY encourage les membres du Conseil à voter favorablement pour ce préavis.

M. Roland LOCHER répète qu'il faut en effet intervenir sur le réseau d'eaux mais pas de cette façon-là.

Mme Regamey, pendant 5 ans, s'est bien occupée du réseau communal et le connaissait vraiment très bien. Mais elle ne fait à présent plus partie de la Municipalité et sa/son futur/e remplaçant/e n'y comprendra peut-être pas encore grand-chose. Cela prendre un certain laps de temps selon M. LOCHER.

M. LOCHER souhaite donc savoir qui prendra les décisions, même si c'est collégialement, et a soucis que cela ne se passe pas tout de suite au mieux avec les changements au sein de la Municipalité.

M. Daniel MOSINI, Syndic, explique que certain membre de la Municipalité sont professionnels en la matière et que la Municipalité a, au sein du SUI, deux ingénieurs qui sont très performants et ça n'est pas lui qui remettrait en cause leurs compétences.

M. Stéphane PORZI, Municipal, revient sur les deux crédits-cadres qui ont été accordés jadis par le Conseil à la Municipalité et dont Mme TINGUELY a fait mention un peu plus tôt, soit pour les bâtiments Vetropack et les containers.

M. PORZI ne connaît pas grand-chose dans le domaine du bâtiment mais pense que la Municipalité a utilisé le fond du préavis à bon escient, que ces bâtiments sont une réussite et que le Conseil doit faire confiance à la Municipalité, même si ses membres ne sont pas tous des professionnels dans les domaines du bâtiment ou des tuyaux. La Commune a de bons chefs de service et de bons prestataires.

M. PORZI termine en demandant au Conseil de faire confiance à la Municipalité dans le cadre de ce préavis.

M. François SIEGWART estime que l'intention du préavis est très bonne et la soutient dans cette optique-là.

Cependant, et à titre personnel, M. François SIEGWART pense que le montant du crédit-cadre est excessif. Il serait plutôt en faveur de le réduire, peut-être à Fr. 600'000.-. Il pense que même si c'est un compte affecté qui produit de l'autofinancement, cela reste de l'argent public et c'est pour lui une valeur fondamentale.

M. François SIEGWART est vraiment d'avis à accepter un montant inférieur, quitte à le reconduire. Dès que le crédit arriverait à épuisement, au bout de 6 mois, 1 ou 2 ans, le Conseil pourrait alors le reconduire avec un préavis bis – reconduction, en faisant référence au préavis initial.

M. Thierry JAQUIERY est étonné car l'on parle de numériser le réseau mais estime que la Municipalité doit quand même pouvoir dire au Conseil si elle va acheter des équipements, ce que cela va impliquer, qui fera ces travaux, etc.

M. JAQUIERY pense que des travaux pour passer des caméras dans le réseau peuvent s'estimer au kilomètre ou aux centaines de mètres et que le Conseil aurait quand même dû recevoir un plan d'action.

M. JAQUIERY précise qu'il n'est pas contre le fait de dépenser de l'argent pour l'entretien du réseau, au contraire, mais aimerait que le Conseil ait une vision, pas que la Municipalité dise dans une année que des travaux ont été entrepris à tel endroit et que quelqu'un d'externe vienne demander si la Commune a travaillé correctement.

M. JAQUIERY est conscient que certains pourront penser qu'il met en doute les gens, il ne peut pas le faire car il ne les connaît pas. Cependant, il craint tout de même que le Conseil n'ait pas une bonne vision globale, finale, de ce réseau.

On parle également de remettre à jour le PGEE et M. JAQUIERY trouve plus logique que ce soient les mêmes personnes qui traitent ce projet, suivent les travaux y relatifs et mettent à jour le PGEE avant.

M. JAQUIERY termine en précisant qu'il ne votera pas contre le million mais contre le principe de partir un peu à l'aveuglette et de louper la cible. Cela lui fait peur.

M. Daniel MOSINI, Syndic, explique que le PGEE 2004 a mis en exergue, suite à un grand nombre de relevés sur les réseaux communaux, certains défauts à améliorer dans le temps. Il faut une planification pour avoir un plan d'actions dans ce sens.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, précise à M. Thierry JAQUIERY que lorsqu'il est noté « Urgent – 2004 à faire » et que cela n'a toujours pas été fait en 2019, il est nécessaire pour la Commune de prendre ses responsabilités.

Mme TINGUELY regrette de ne pas avoir avec elle ledit PGEE de 2004 afin de montrer au Conseil le nombre d'actions où il est noté « travaux urgents à entreprendre ». Les membres de la Commission ad-hoc a pu les voir.

Aujourd'hui, rien n'a été fait.

Il est bien sûr possible de refaire une étude, refaire également un PGEE, mais cela prendra 5 ou 6 ans, coûtera peut-être environ Fr. 500'000.- de frais d'ingénieurs, de gens qui diront que ces travaux sont urgents. Mais il est déjà connu que ces travaux sont urgents depuis 2004 et Mme TINGUELY doute fortement que les ingénieurs disent en 2019 que finalement le réseau est parfait et que l'on peut le garder tel quel.

Mme TINGUELY demande au Conseil d'être pragmatiques sur ce point-là et pense que la Municipalité et le Conseil ont une responsabilité collective pour faire avancer l'entretien du réseau.

Toutes ces nouvelles études ne remplaceront pas un tuyau qui, aujourd'hui, fuit.

Personnellement, Mme TINGUELY préfère dépenser un million pour pouvoir réparer des fuites que de mettre Fr. 500'000.- pour des études qui diront que ces travaux sont urgents et compter encore dix ans pour mettre en œuvre ces actions.

En 2004 déjà le PGEE signifiait à la Commune que c'était urgent de le faire et rien n'a encore été fait.

M. Marc HAUSWIRTH explique aux membres du Conseil qu'il a vu le PGEE et qu'il y a beaucoup d'actions que le Conseil n'a pas envie de voir passer en préavis. Par exemple, Fr. 4'000.- pour passer une caméra sur un bout de tuyau à tel endroit ou Fr. 5'000.- pour une réparation etc. Il y a une multitude de petites choses à faire.

M. HAUSWIRTH espère que ce préavis sera accepté et que la Municipalité dépense cet argent afin que l'on puisse avancer dans l'entretien du réseau communal.

M. Jean-Noël FANGUIN parlerait plutôt d'investissement plutôt que de dépense pour l'entretien du réseau. La dépense sera si la Commune doit faire faire des études mais il s'agit là d'un investissement, également dans le futur pour les 20 ou 30 prochaines années.

M. FANGUIN pense qu'il faut que le Conseil donne les mains libres à la Municipalité de pouvoir agir rapidement car il pourrait y avoir des cas d'urgence.

M. Fabrice DESSAUX rejoint les Conseillères et Conseillers qui sont contre le principe du crédit-cadre et trouve que cela dépossède le Conseil de ses prérogatives. Il estime que la Municipalité doit présenter au Conseil des préavis que celui-ci doit analyser et les accepter ou non.

M. DESSAUX se demande si l'on doit considérer qu'il y a un retard dans l'application du PGEE et que le Conseil et la Municipalité sont tous responsable de ce retard, et ce million servira à le rattraper en partie.

Si M. DESSAUX vote ce soir en faveur de ce crédit-cadre, il ne le fera pas les prochaines fois et demande à la Municipalité qu'elle anticipe à l'avenir ce problème d'écoulement très important. Depuis qu'il est au Conseil, M. DESSAUX a régulièrement demandé l'état d'avancement de la mise en séparatif et on lui a toujours répondu « 90% ». Mme Regamey lui avait répondu très précisément il y a deux ou trois ans. Il fait donc confiance à la Municipalité actuelle mais trouve que, sur le principe, la demande de crédit-cadre est fausse.

Mme Véronique SAVIOZ rejoint les membres du Conseil qui soulignent, selon elle à juste titre, l'importance et l'urgence de financer et effectuer les travaux d'entretien et d'amélioration du réseau.

Mme SAVIOZ souhaite connaître les raisons du retard dans l'application du PGEE qu'a pris la Municipalité et quelles sont les conditions différentes aujourd'hui qui permettent d'avoir bon espoir sur l'avancée par rapport à ce réseau.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, répond que les membres actuels de la Municipalité n'étaient pas tous en poste en 2004.

Une chose qui est certaine, et qui a souvent été relevée par Mme Regamey, est que la Commune avait un manque de ressources humaines afin d'entretenir son réseau communal. C'est pour cela que M. Thomas Rudin a été engagé il y a environ 2 ans. Le but de doubler les EPT au niveau du service technique (SUI) était vraiment pour avoir quelqu'un qui puisse se concentrer sur ce réseau. La Commune a également renforcé l'équipe des exploitants au niveau de la STEP et c'est aussi dans le but qu'ils puissent aller contrôler les collecteurs, les compteurs, le réseau. Autant au SUI qu'à la STEP la Commune a pu renforcer ses EPT, ce qui lui donne aujourd'hui du temps « humain » pour pouvoir procéder à ces travaux.

Les membres de la Municipalité présents ce soir y siègent depuis 2011, donc Mme TINGUELY ne peut pas s'exprimer sur le fait que si peu d'actions aient été faites de 2004 à 2011.

Mme TINGUELY a retrouvé les chiffres et la Commune n'a pas dépensé beaucoup sur l'entretien du réseau durant ces années.

Mme TINGUELY revient sur les propos de M. DESSAUX concernant la mise en séparatif qui est quelque chose d'encore différent car la Commune est vraiment en train de créer un nouvel investissement.

Le crédit-cadre demandé ce soir est vraiment pour travailler sur le réseau qui aujourd'hui existe. Il ne s'agit pas de créer de nouveaux tuyaux, mais juste de remplacer ceux qui sont dans un mauvais état et s'assurer que les raccordements des privés vont dans les bons tuyaux.

Pour exemple, Etoy a contrôlé tout son réseau. Tous les raccordements des maisons. La Commune d'Etoy avait un municipal qui était vraiment sensible à cette question et ils ont avancé, ils ont utilisé des fumerolles par exemple pour tester l'état de leur séparatif.

Etoy et Buchillon pourraient aussi dire à Saint-Prex, qu'ils paient aujourd'hui plus pour l'exploitation de la STEP parce que Saint-Prex n'a pas fait le travail.

Là-dessus, ils auraient raison.

Mme TINGUELY n'a pas plus d'explication que ça sur le retard, par contre aujourd'hui la Commune a les EPT pour pouvoir avancer.

Il y aussi une vraie volonté municipale pour cela. Il y avait peut-être d'autres priorités avant mais aujourd'hui la Municipalité se rend compte de l'importance d'entretenir ce réseau.

M. Daniel MOSINI, Syndic, ajoute qu'il est vrai que quand on regarde le catalogue, comme il a été dit, il y a un certain nombre de mesures et d'urgences, il peut le confirmer car il a fait passablement de PGEE dans différentes communes. C'est une volonté municipale d'entreprendre ces travaux. Aujourd'hui avec le SUI, la Commune a fait le point et s'est rendu compte qu'effectivement on a mis de côté les priorités ailleurs pendant un certain nombre d'années. La Commune a beaucoup investi dans les collecteurs lorsqu'il y avait des tronçons neufs à changer ou à réaliser, mais aujourd'hui on doit s'occuper de l'efficiencia fine de notre réseau comme de la STEP et donc ce qu'a fait Etoy, Saint-Prex a l'intention de le faire de manière plus systématique sur le solde du réseau non contrôlé à ce jour.

La parole n'étant plus demandée, la Présidente clos la discussion.

Au vote, les conclusions des rapports sont acceptées à la majorité des membres présents.

Résultat des votes : 44 oui / 2 non / 3 abstentions

8) Préavis n°01/02.2019 - Demande d'un crédit pour financer l'adaptation d'arrêts de bus dans le cadre de la modification de la ligne MBC 724

La Commission suivante est nommée par le Bureau :

Louis-Claude PITTET
Guy GUERITZ
Carmelo TODARO

Jean-François CHAVANNES
Alexandre WOHNLICH

Suppléants :

Michelle BROOKS-STRICKER

David MONDADA

9) Simple questions.

La Présidente ouvre la discussion.

M. Raymond TARDY a une question concernant les articles qui sont parus dans le journal de Morges ainsi que le 24 Heures au sujet de la piscine de Morges.

M. Raymond TARDY aimerait savoir si la Commune de Saint-Prex continuera à investir dans la piscine de la Commune de Morges.

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond que le sujet a été débattu plusieurs fois sur ce sujet. La Commune de Saint-Prex fait toujours actuellement partie de la SA. Le projet a été annoncé et dévoilé à Morges. La Commune attend les propositions de la SA pour savoir quel sera l'engagement des communes. A ce moment-là, la Municipalité déposera un préavis au Conseil pour lui demander s'il souhaite continuer ou pas. De toute façon cela passera par le Conseil.

M. Raymond TARDY remercie M. MOSINI pour sa réponse.

Il a une deuxième question au sujet des travaux qui vont se faire sur Taillecou.

M. Raymond TARDY, au sujet des travaux 2 et 3, la Municipalité a informé que « seuls les bus et cycles et les piétons seront habilités à transiter ». Ainsi que « quant aux places de stationnement présentes le long de la chaussée, les emprises seront réduites au strict nécessaire permettant ainsi de conserver un maximum de places de parc. ».

M. Raymond TARDY demande comment il sera possible d'y accéder puisque la route sera barrée. La remarque suivante de M. Raymond TARDY concerne la Balise n°17 concernant le chemin de Lucy et le chemin de Marcy.

La Commune indique qu'elle va installer des piquets souples qui marqueront la présence de la piste piétonne. Ce que M. Raymond TARDY constate c'est que ces deux chemins sont étroits et demande à la Municipalité de penser avant d'installer ces piquets et d'en faire les frais qu'il y a des véhicules-plaques brunes qui y passent et qui font 3m50 de large, plus une marge de sécurité de chaque côté de 30 cm. Si la Commune met des piquets sur ces chemins il se demande comment ces véhicules pourront y passer.

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond que la Municipalité prend note de la remarque de M. Raymond TARDY concernant les piquets mais l'idée est que si la Commune sécurise les piétons, il faut faire soit un marquage soit ajouter des piquets.

M. Raymond TARDY répond que les marquages ne posent aucun problème, mais que les piquets oui.

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond au sujet des travaux sur l'avenue de Taillecou.

En effet, l'idée de la Municipalité est de maintenir le trafic le plus possible sur cette avenue et de conserver un maximum de places car elle est consciente que c'est une plaie de ne pas pouvoir stationner. Donc c'est au niveau organisationnel que la Commune va veiller à donner l'accès à ces places, tant que faire se peut, au maximum.

Cependant, la Commune devra s'adapter en fonction des tronçons. Il y a des tronçons où la circulation pourra être complète et d'autres où on ne le pourra pas. Une fois que l'on sera de

l'autre côté de la RC1 l'avenue de Taillecou sera ouverte ; il y aura plus de places de parc par conséquent.

La Municipalité est consciente que ce n'est pas facile de trouver des places de parking pour les saint-preyards. Les estivants viennent encore compliquer un peu l'affaire pour le port et les commerces.

La Commune a envie de gêner le moins possible les usagers.

M. Jacques ROCHAT aimerait revenir sur la communication de la Municipalité concernant la sonorisation du Temple de Saint-Prex.

En effet, M. ROCHAT s'étonne de ce désengagement ou même coup de pied en touche de la Commune. Il estime cela tout à fait inadmissible. Que la Commune délègue la compétence au service des pompes funèbres, oui, mais qu'en plus du deuil les gens aient encore à se soucier de cela et que ce soit compris dans la facture du deuil qui est toujours déjà assez considérable, M. ROCHAT trouve qu'il est du ressort de la Commune de Saint-Prex de ne pas se désengager ainsi.

M. Stéphane PORZI, Municipal, répond que c'est vraiment dans un souci de qualité.

La Commune a pu s'apercevoir lors de certains enterrements qu'il y a tout quelqu'un qui va toucher la sonorisation ou bouger les micros. En principe, ça se passe assez bien à l'intérieur du Temple mais à l'extérieur, il y a des fois où les gens n'entendaient rien du tout.

La dernière fois que la Municipalité a délégué cela au service de pompes funèbres tout s'est très bien passé et c'est pour cela qu'elle a pensé que la solution allait certainement là.

Depuis 2011 tous les équipements ont été essayés, des amplis, micros ont été changé, la façon de faire aussi.

La manière de parler dans le micro a aussi une incidence, tout comme la distance. C'était une question de qualité.

M. PORZI ne croit pas que les frais inhérents à cette installation soient très importants. Je crois que c'est très important. Si vraiment la Commune doit participer, il est toujours possible d'imaginer de prendre en charge ces frais, mais c'était une facilité.

Les personnes qui mettent en place la sonorisation savent exactement ce qu'il faut disposer à l'extérieur.

Ce n'est pas le fait de botter en touche et ne pas s'en occuper c'était plutôt de dire qu'il y aura une qualité et qu'il n'y aura plus ce souci avec cette sonorisation.

M. PORZI ajoute qu'il y a un réel problème sur la Commune avec la sonorisation. Dans toute la Commune on retrouve ce problème lors d'inauguration ou de fête du 1^{er} août où le son n'était pas extraordinaire.

M. Philippe DEILLON demande à la Municipalité de donner au Conseil l'état d'avancement du dossier de la zone protégée.

M. Daniel MOSINI, Syndic, rectifie en précisant qu'il ne s'agit pas de la zone protégée mais de la zone réservée.

M. MOSINI explique que suite à la décision du Conseil il y a une année, le dossier a été transmis à l'Etat qui ensuite a ouvert les voies de recours auprès des propriétaires fonciers et sur l'ensemble des opposants. Deux propriétaires, mais il lui semble, sauf erreur, que cela fait trois parcelles, ont fait recours et la Commune devrait avoir une séance prochainement sur ce sujet avec le Tribunal.

Pour l'instant c'est bloqué. La zone réservée aura pour effet de ne commencer que le jour où tout est liquidé. Cependant, cela n'empêche pas la Municipalité de procéder à des réflexions. Elle a déjà entamé et confirmé certains mandats en aménagement du territoire pour avancer et ne pas être pris de court avec les délais qui nous sont imposés par le Canton. Également et surtout pour permettre à la Municipalité de mener ses réflexions au niveau stratégique du développement du Centre local et du redimensionnement hors Centre.

La Commune fait les deux choses en parallèle bien qu'elle ne peut pas aller plus vite que le Tribunal et les procédures.

M. MOSINI rappelle au Conseil que chaque avocat a droit de faire un complément d'écriture, et que les autres ont droit d'en refaire un, jusqu'à ce que le Tribunal donne un dernier délai.

La Municipalité a bon espoir que cela avance, même s'il est aussi possible qu'il y ait encore des recours qui peuvent aller jusqu'au Tribunal Fédéral.

M. MOSINI termine en disant qu'à ce jour aucune opposition de zone réservée n'a été gagnée dans le Canton.

M. Denis OGGIANO, souhaite parler de passages piétons car il constate qu'il en manque un au croisement des rues de l'Epondaz et du Cherrat. En effet à cet endroit les piétons peuvent traverser la rue de l'Epondaz sur un passage piéton en direction du collège. Cependant, après quelques mètres il n'y a plus de trottoir et les piétons sont donc obligés de traverser la rue du Cherrat là où il n'y a pas de passage piétons. Les prochains sont plus loin, tout au bout de la route, au niveau du chantier de la piscine. Il faut malheureusement constater que les automobilistes ne s'arrêtent pratiquement jamais pour laisser traverser les piétons en dehors des bandes jaunes.

D'autre part, lorsque la PRM vient expliquer aux élèves comment traverser, elle le fait toujours sur un passage piéton et jamais en dehors. Cette situation rend ce croisement dangereux pour les piétons et en particulier les écoliers.

C'est la raison pour laquelle M. OGGIANO demande à la Municipalité de prévoir le tracé d'un passage piéton à cet endroit.

M. Daniel MOSINI, Syndic, précise que normalement, dans les zones 30km/h, il n'y a pas de passage piéton. Il y a quelques exceptions comme devant les écoles. Il y en a un devant le collège du Chauchy par exemple.

La Commune a souvent fait la demande de mettre des passages piétons supplémentaires à certains endroits et cela a été refusé parfois par les services de l'Etat.

Dans le cadre des prochaines réflexions sur le chemin des écoliers peut-être que la Commune pourrait reformuler la demande ou réexaminer le propos de M. OGGIANO.

M. Denis OGGIANO demande qui a la compétence de décider des emplacements des passages piétons.

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond qu'il s'agit du Canton et que toutes les demandes doivent lui être faites et que la règle c'est qu'il n'y a pas de passages piétons en zone 30km/h. S'il y a un giratoire par exemple, il n'est pas possible de mettre des passages piétons autour de celui-ci, sauf exceptions et il faut se battre. Les Communes y arrivent de temps en temps mais c'est strictement devant les écoles.

M. MOSINI termine en disant que cela est complexe et rappelle au Conseil que M. Roger BURRI l'avait déjà exprimé lors de précédentes séances du Conseil communal.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, ajoute qu'elle s'est occupée du passage qui est juste en face de la route de l'Epondaz. Le Canton n'en voulait pas et M. BURRI lui avait dit qu'elle ne l'aurait jamais.

La Commune a fait venir M. Brun, de la direction générale de la mobilité, et ils ont eu de la chance car il est venu un matin à 07h30. Il y a eu à ce moment-là un semi-remorque qui reculait sur la route, avec des enfants qui faisaient de la trottinette derrière. Lorsque M. Brun a vu cela il a accordé le passage piéton. Mais la Commune a été chanceuse de ce hasard.

Mme TINGUELY explique que la Commune avait demandé en même temps le passage piéton que demande M. OGGIANO, car c'est effectivement un endroit avec un bout de trottoir qui se termine au milieu de nulle part, mais M. Brun l'a refusé.

Mme TINGUELY ajoute qu'il est possible de refaire la demande au Canton, et plaisante en demandant à M. OGGIANO de venir avec un semi-remorque le jour où M. Brun viendra constater les lieux.

Mme Sylvie FUCHS a vu quelqu'un traverser la route et qui venait des nouveaux bâtiments qui ont été livrés récemment à l'entrée de Saint-Prex, côté Morges.

Selon Mme FUCHS il y a là un vrai danger. Les piétons arrivent directement sur la route, avec pas mal de passages de voitures. Elle y a également vu une jeune dame avec deux enfants et une poussette et a eu peur pour eux. Personne ne s'arrête pour les laisser traverser, il n'y a pas de trottoir, c'est vraiment très dangereux.

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond que la Commune a fait une demande pour une aide à la traversée pour rejoindre le trottoir en face. A ce stade, la Commune n'est pas autorisée à poser un passage piéton.

Cependant, la Commune peut rendre l'endroit ressemblant à une traversée, incitant ainsi les voitures de part et d'autre à ralentir. La Municipalité est en cours de discussion avec les propriétaires pour faire les aménagements utiles à l'accès de la chaussée.

M. Christian BOILLAT demande où en est le passage du Boiron au niveau du pont et de la Maison de la Rivière.

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond que la Municipalité a rencontré en novembre ou décembre dernier l'avocat des propriétaires de la parcelle qui aujourd'hui refusent totalement cette passerelle et qui proposent à la Municipalité de peut-être rentrer en matière si elle la déplace beaucoup plus près de l'embouchure du Boiron.

Le dossier est donc bloqué. La Commune va être contrainte de sécuriser cette parcelle et de faire des travaux d'entretien dans son gabarit actuel.

La Commune a affaire à des propriétaires qui habitent aux Etats-Unis, qui ont été échaudés à l'époque par la procédure lorsque cette passerelle avait été réalisée et qui finalement sont en train de faire à la Commune un peu de chantage.

M. MOSINI ajoute que la Municipalité n'a pas envie d'accepter n'importe quoi. Il faut savoir aussi que pour la voie verte et la requalification de la RC1 la Commune aura besoin de passer sur cette parcelle, ce qui n'a pas été caché aux propriétaires.

Il y a donc plusieurs enjeux à prendre en compte.

M. Christian BOILLAT ajoute que cette passerelle est dangereuse.

M. Daniel MOSINI, Syndic, le confirme et explique que la Municipalité avait attendu la séance avec l'avocat des propriétaires et qu'elle doit maintenant décider de faire un minimum de travaux utiles à sa sécurité.

La Commune a consulté le Voyer des eaux pour savoir qu'elles sont les possibilités éventuelles de déplacer cette passerelle. Elle n'a pas de réponse. Cet objet concernera l'Etat, plusieurs Communes et propriétaires, ce qui peut prendre du temps.

M. Alain JOUFFREY explique que fin janvier 2019 un barrage minier s'est effondré au Brésil. Le bilan d'alors était de 58 morts et 300 disparus. Comme ce n'était plus d'actualité il n'y a pas eu de mise à jour mais on peut supposer que c'est assez effroyable. La société qui possède ce barrage, qui l'a construit, a son siège européen à Saint-Prex. Cette société, soit Vale, a souvent vu son nom lié à des catastrophes mais aussi associé à Saint-Prex.

M. JOUFFREY souhaite savoir si la Municipalité a eu des échanges avec cette société sur ce triste sujet puisqu'en plus c'est une récidive. Ce n'est pas le premier barrage de Vale qui s'effondre.

M. Daniel MOSINI, Syndic, explique que la Municipalité a effectivement reçu en français un grand nombre d'informations de la part de Vale. Lui-même a eu un téléphone personnel lundi passé de Mme Nadine Blaser, responsable de la communication de Vale.

Aujourd'hui forcément, Vale souhaite surtout faire en priorité son deuil car le siège connaissait passablement de familles, personnellement certains défunts. Des familles ont été décimées dont au moins sept personnes de la même famille. Ce sont tous des gens qui travaillaient dans ces mines. Vale veut déjà pouvoir prendre toutes les mesures utiles pour faire le deuil et pour assurer les accompagnements qui seront nécessaires pour ces familles.

M. MOSINI ajoute que Mme Blaser lui a bien dit il y a des enquêtes et a priori des problèmes de réseau d'eau de drainage à l'amont du barrage, mais M. MOSINI le dit bien au conditionnel, qui pourraient provenir d'une société étrangère allemande. Le soir même après ce téléphone M. MOSINI a entendu exactement ces propos-là à la télévision.

Vale informe la Commune mais ils ne veulent pas encore communiquer sur tous les autres aspects tel que par exemple le fait qu'on les harcèle sur leur fiscalité. Bien sûr il y a beaucoup de gens qui reprennent tous les éléments possibles pour critiquer cette société.

M. Alain JOUFFREY demande à la Présidente, comme il pense que la Commune de Saint-Prex est largement bénéficiaire des bénéfices de cette société, de proposer à l'assemblée d'observer une minute de silence à la mémoire de ces personnes disparues.

La Présidente accepte la proposition de M. JOUFFREY et prie l'assemblée de se lever afin d'observer une minute de silence.

M. Thierry JAQUIERY a de la peine à retrouver les procès-verbaux des anciennes séances du Conseil qui ont été archivés. M. JAQUIERY demande s'il est possible de noter dans le PV de cette séance le cheminement pour y arriver.

M. JAQUIERY demande également si tout citoyen peut aller consulter les PV.

La Présidente répond que tous les documents relatifs aux séances du Conseil, y compris les procès-verbaux, sont accessibles sur le site de la Commune de Saint-Prex.

La Présidente explique qu'il faut aller sous : Politique / Conseil communal / Séances et cliquer sur la date de la séance désirée. Il y a les ordres du jour, préavis, rapports, PV relatifs à la séance choisie. Selon la Présidente, les abréviations de ces documents ne sont pas toujours très compréhensibles mais tous les procès-verbaux doivent être accessibles sur le site. Si ce n'est pas le cas, il faut le signaler à la secrétaire du Conseil ou à la Commune.

Mme Barbara DELLWO est extrêmement mal à l'aise par rapport à la minute de silence improvisée et spontanée. Elle ne comprend pas que l'on puisse dire que parce que notre Commune bénéficie de l'argent de cette société on procède à une minute de silence pour les victimes. Cela voudrait-il dire que si l'on ne bénéficiait pas de cet argent ces gens auraient alors moins de valeur et ne mériteraient pas de minute de silence.

Cela met très mal à l'aise Mme DELLWO et elle trouve cela très hypocrite.

La Présidente répond qu'elle a accepté la proposition de M. JOUFFREY car, en mémoire de ces personnes, elle ne pouvait pas la refuser, elle a pensé à l'humain d'abord.

Il est vrai que chacun a ses convictions et la Présidente précise qu'elle les respecte, celles de M. JOUFFREY comme celles de Mme DELLWO.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

10) Contre-appel

Il est fait.

La séance est levée à 21h45.


La Présidente :  
Anouk Gaumann Lydie Rochat